loisible de recourir aux stipulations civiles qu'il pouvait comme les régnicoles insérer dans son contrat de mariage, mais toutes les gratuités à cause de mort expresses ou déguisées, lui étaient strictement prohibées. C'est ainsi que l'on déclarait nulles les institutions contractuelles couchées au contrat de mariage faites par un étranger, et que l'on réduisait au pied de douaire coutumier le douaire préfix trop considérable, le surplus étant censé contenir une donation à cause de mort déguisée. Les auteurs donnent pour raison de cette prohibition des actes à cause de mort que ces actes sont du droit civil, et qu'il n'y a que ceux qui possèdent dans un pays la vie civile dans son intégrité, qui puissent y avoir recours.

Comme nous l'avons vu, notre Statut provincial a fait disparaître cette restriction, apportant ainsi une dérogation notable au droit français. Mais la prohibition des actes à cause de mort n'était pas la seule incapacité dont l'étranger fut frappé en France. Il était outre la faculté de tester, incapable de toutes charges publiques, qu'elles fussent conférées par le prince ou l'autorité judiciaire, qu'elle fussent de ressort du droit public ou du droit administratif. Il ne pouvait être avocat, ni médecin, ni notaire, il ne pouvait occuper une chaire dans une université, et l'on pousse aujourd'hui la rigueur de cette exclusion sans le droit nouveau, jusqu'à refuser à l'étranger la faculté d'être instituteur communal. Ces charges ne sont pas particulièrement de ressort du droit civil, et ne doivent peut être pas à proprement parler, attirer notre attention. L'on ne peut cependant se fermer les yeux aux incapacités de ce genre, pour ne pas s'apercevoir que parmi nous l'étranger est incapable de toutes les fonctions qui touchent à l'ordre judiciaire. Il ne peut être ni avocat, ni greffier d'une cour, ni notaire. Avant le code qui a rejeté cette exclusion empruntée au droit français, il ne pouvait être témoin dans aucun acte pas même dans un testament; incompatibilité additionnelle dont la disparition même fait voir par combien de points de dissemblance l'étranger était aux yeux de la loi séparé du régnicole, puisque en la rapportant le code n'a pas comblé la distance entière qui les éloigne, mais à laissé subsister beaucoup d'autres incapacités anciennes. En effet l'étranger ne peut pas être même tuteur à ses enfants mineurs,